avons des institutions et une langue communes, ce qui simplifie les communications entre nous et suppose une coopération qui transcende les limites du Commonwealth. Comme je l'ai déjà dit, l'Association a joué un rôle utile en Afrique et dans le domaine de la coopération économique internationale. Nos délégations nationales ont coopéré efficacement dans diverses enceintes internationales comme la Conférence sur le droit de la mer, et nous nous réjouissons à la pensée de poursuivre la consultation et la collaboration dans l'avenir.

Au Canada, c'est avec plaisir que nous avons été témoins du resserrement des liens entre le Secrétariat du Commonwealth et l'Agence de coopération culturelle et technique. Comme vous le voyez, nous attachons du prix aux deux organisations parce qu'elles expriment notre double identité sur la scène internationale.

J'aimerais aussi saisir cette occasion pour parler du rôle important que jouent dans les affaires du Commonwealth un grand nombre d'organisations non gouvernementales, qui vont de la Fondation du Commonwealth jusqu'à notre association. Elles sont la base du Commonwealth. Elles encouragent le dialogue entre individus dans un esprit de respect réciproque qui crée une atmosphère d'interdépendance et de finalité commune. Rassemblant des gens à tous les niveaux, elles apportent des avantages mutuels à l'ensemble de la communauté. Elles sont multidimensionnelles, innovatrices, souples et servent d'appoint aux entreprises gouvernementales. Parce qu'elles donnent un visage humain au Commonwealth, elles méritent notre soutien et notre encouragement.

J'aborde maintenant un sujet d'intérêt capital pour le Commonwealth: les droits de la personne. Nous tous du Commonwealth partageons le patrimoine de la démocratie parlementaire britannique et de la règle de droit. C'est un principe fondamental qu'il nous faut tous respecter. Malheureusement, il n'a pas toujours régné, et, à l'occasion, la liberté politique a cédé la place à l'arbitraire ou à l'opportunisme politique. Mais nous devons rejeter ces options au profit de la règle du droit impartial. Nous, parlementaires, assumons une lourde responsabilité envers ceux que nous représentons. Nous devons veiller à ce que ce principe inspire le plus grand respect. Qu'un seul individu perde arbitrairement sa liberté, et c'est celle de tous qui est menacée.

Le Commonwealth doit défendre les droits civils et politiques de la personne. Rappelons que c'est notre rejet inconditionnel de l'apartheid qui a conduit au retrait de l'Afrique du Sud du Commonwealth il y a de nombreuses années.